

Ituri : Quand l'aide humanitaire restaure la dignité des populations



SOMMAIRE

- **Éditorial : La lutte contre les violences de genre, un combat essentiel en zone de conflit**
- **Ituri, une province en crise humanitaire**
- **La prise en charge des survivantes de violences basées sur le genre, une priorité**
 1. Soutien psychosocial
 2. Prise en charge médicale
 3. Accompagnement Juridique et Judiciaire
 4. Réinsertion Socioéconomique et scolaire
 5. Sensibilisation communautaire
- **Témoignages**



Éditorial : La lutte contre les violences de genre, un combat en zone de conflit

Dans un monde encore trop marqué par les inégalités et les violences faites aux femmes et aux filles, les situations de conflit armé constituent un terreau fertile pour l'exacerbation de ces problématiques. C'est le triste constat que nous pouvons faire dans la province de l'Ituri, à l'est de la République démocratique du Congo, où les populations civiles, et en particulier les femmes, subissent depuis des années les affres d'une crise sécuritaire et humanitaire sans fin. Face à cette situation, le rôle des acteurs humanitaires est primordial pour apporter une réponse à la hauteur des besoins.

C'est dans ce contexte que l'ONG Solidarité Féminine pour la Paix et le Développement Intégral (SOFEPADI) en partenariat avec l'ONG SOLIDARITÉS INTERNATIONAL (SI) met en œuvre ***“le projet de promotion de la dignité et de la protection des populations exposées aux violences de genre et victimes de conflits via une assistance en Protection et Eau, hygiène et assainissement en Ituri, RDC”*** avec le soutien financier de la protection civile et l'aide humanitaire de l'Union européenne (ECHO). Cette approche permet de combiner les expertises complémentaires.

Solidarités International apporte son expertise dans les secteurs de l'eau, hygiène et assainissement (EHA) ainsi que l'expérience de la mise en œuvre de programmes humanitaires en RDC.

SOFEPADI, apporte sa connaissance approfondie du contexte local, des dynamiques communautaires et son expertise en protection et prise en charge des violences basées sur le genre (VBG).

Ce partenariat permet une mise en œuvre coordonnée et intégrée des activités de protection et d'EHA pour répondre de manière plus globale aux besoins des populations vulnérables dans le territoire de Djugu.

La complémentarité des rôles et la synergie visent à renforcer l'acceptation du projet par les communautés, l'ancrage local et l'adaptation des interventions au contexte.

Cette approche partenariale s'inscrit dans une logique de localisation de l'aide humanitaire, en impliquant davantage les acteurs locaux dans la mise en œuvre des programmes.

Les témoignages poignants des bénéficiaires de ce projet illustrent combien cet accompagnement global - de la prise en charge médicale et psychosociale des survivant.e.s à l'amélioration des conditions de vie par un meilleur accès à l'eau potable - fait toute la différence. Au-delà de l'urgence, c'est bien la reconstruction du tissu social et communautaire qui est en jeu, avec le rôle essentiel joué par les leaders locaux dans ce processus.

Car la lutte contre les violences de genre en zone de conflit ne saurait se résumer à une simple "intervention humanitaire". C'est un combat de tous les jours, qui nécessite de s'attaquer aux causes profondes de ces problématiques, dans une approche holistique, sur le long terme. Un défi immense, certes, mais une nécessité absolue pour redonner espoir et dignité à ces populations meurtries. C'est tout le sens de l'engagement de SOFEPADI, Solidarités International et leurs partenaires, que ce magazine entend mettre en lumière.





Ituri, une province rongée par une crise humanitaire

La province de l'Ituri, située à l'est de la République Démocratique du Congo, fait face depuis de nombreuses années à une situation sécuritaire extrêmement préoccupante. Théâtre de violents conflits ethniques et de luttes de pouvoir entre groupes armés, cette région a été au centre de massacres, d'exactions et de déplacements massifs de populations.

Malgré les efforts des forces de l'ordre et de la Monusco (Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en RDC), l'insécurité reste endémique dans certaines zones, en particulier dans le territoire de Djugu où se concentre le projet. Les affrontements entre milices et groupes rebelles, ainsi que les violences ciblées contre les civils, sont malheureusement encore monnaie courante, plongeant les populations dans un climat de peur et d'incertitude permanente.

Cette situation de conflit armé a engendré une crise humanitaire majeure dans la province de l'Ituri. On estime à plus d'un million le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de la RDC, fuyant les violences dans leurs villages d'origine.

Ces populations vulnérables, en particulier les femmes et les enfants, font face à de multiples défis:

- Accès limité aux services sociaux de base (eau, santé, éducation) dans les zones d'accueil
- Précarité des conditions de vie et de logement dans les sites de déplacés
- Risques élevés de violences, d'exploitation et d'abus, notamment envers les femmes et les filles
- Traumatismes psychologiques liés aux violences subies
- Difficultés d'intégration et de cohésion sociale avec les communautés hôtes

Prévention et réponse aux violences basées sur le genre (VBG)



Des assistantes psychosociales engagées pour accompagner les survivant.e.s et mobiliser les communautés contre les VBG.

Pour répondre aux différents besoins de protection exprimés dans les zones, la Solidarité Féminine pour la Paix et le Développement Intégral (SOFEPADI) et Solidarités International, avec le soutien financier de la protection civile et l'aide humanitaire de l'Union européenne, ont mené un ensemble d'actions intégrées visant la prévention, la réponse et la mitigation des risques liés aux violences basées sur le genre (VBG) en Ituri.

Outre le soutien médical, psychosocial et juridique apporté directement aux survivants, la SOFEPADI et SI ont renforcé les capacités des acteurs clés sur la gestion des cas de VBG. Parallèlement, elle a mené de vastes campagnes de sensibilisation auprès des personnes déplacées et des communautés hôtes, contribuant ainsi à améliorer l'offre de services de prise en charge des victimes dans cette région en proie aux conflits.

Bien que le projet initial n'ait pas prévu de volet spécifique de réinsertion socio-économique et scolaire, la SOFEPADI et SI ont reconnu l'importance cruciale de cet aspect pour assurer une réintégration durable des survivant.e.s. En tirant parti de la complémentarité entre différents projets, la SOFEPADI a pu mobiliser d'autres sources de financement, notamment avec le soutien de l'UNICEF dans la zone de santé de Drodoro.

Grâce à cette approche innovante, plus d'une femme et de filles ont bénéficié d'un accompagnement personnalisé leur permettant de développer des activités génératrices de revenus.



Dans l'espace sûr mis en place par la SOFEPADI, les survivant.e.s de violences basées sur le genre, notamment les femmes et les filles déplacées, retournées et issues des communautés hôtes, bénéficient d'un accompagnement psychologique essentiel

1. Soutien psychosocial : Dépasser les objectifs pour accompagner les populations les plus vulnérables

un service de soutien psychosocial à 565 survivants, dépassant ainsi sa cible initiale de 500 personnes. Parmi ces bénéficiaires, on compte 1 garçon, 108 filles, 124 adolescentes et 173 femmes âgées de 18 à 24 ans, ainsi que 159 femmes de 25 ans et plus.

Cette prise en charge psychosociale a particulièrement ciblé les personnes déplacées, retournées et en situation de handicap, qui représentaient respectivement 61 filles et 96 femmes, 73 filles et 109 femmes, ainsi que 12 femmes et 6 filles.

Ce dépassement de la cible initiale s'explique par l'implication des leaders communautaires dans le référencement des cas, ainsi que par l'auto-référencement de certains survivant.e.s, dans un contexte sécuritaire tendu impactant le bien-être des communautés.

2. La prise en charge médicale des survivants de VBG

La SOFEPADI et SI ont mis à disposition un service de prise en charge médicale des survivant.e.s de VBG dans les structures ciblées par le projet. Les survivants ont été pris en charge médicalement par les prestataires de soins formés pour soigner leurs blessures et leur administrer des médicaments propres à prévenir ou à traiter les infections transmises sexuellement et éviter les grossesses non désirées. La prise en charge a été faite dans les 72 heures, en particulier pour administrer une prophylaxie post exposition au VIH et à d'autres infections sexuellement transmissibles, et dans les 120 heures pour une contraception d'urgence. Cela grâce au kit de prophylaxie post-exposition (Kit PEP) prépositionnés dans les formations sanitaires. Cette prise en charge médicale a été faite sur base du protocole National de prise en charge médicale des victimes de VBG et tout en respectant le principes directeur de prise en charge des survivant.e.s de VBG.

Au total, 360 survivantes et 216 survivant.e.s ont bénéficié de cette prise en charge médicale dans les zones de santé de Linga et Drodro. Parmi eux, on compte 47 filles et 53 femmes déplacées, 25 filles et 38 femmes retournées, ainsi que 1 garçon, 29 filles et 23 femmes issues des communautés hôtes, dont 13 filles et 17 femmes vivant avec un handicap.

Ce dépassement des objectifs initiaux s'explique par la persistance des attaques de groupes armés, où les femmes et filles sont victimes d'agressions sexuelles et de viols pendant leur déplacement et au niveau des sites de personnes déplacées. L'implication des membres des communautés, qui se sont engagés à sensibiliser sur les VBG et à référer les cas vers les services de prise en charge, a également contribué à ce résultat.

3. Accompagnement juridique et judiciaire : Des défis à relever pour faciliter l'accès à la justice

Au total, 25 survivantes de VBG ont bénéficié de l'accompagnement juridique et judiciaire proposé par la SOFEPADI et SI, dont 18 filles et 7 femmes. Parmi elles, on compte 8 filles et 3 femmes déplacées, ainsi que 10 filles et 4 femmes retournées. 3 femmes et 1 fille sont également des personnes vivant avec un handicap. Cet accompagnement a été assuré par les avocats consultants de la SOFEPADI.

Bien que la prise en charge légale constitue encore un défi majeur dans le contexte des interventions humanitaires en Ituri, ce volet demeure essentiel. En effet, il ne s'agit pas seulement d'encourager les survivantes à dénoncer les présumés auteurs, mais aussi de surmonter les difficultés liées à la faible couverture géographique des juridictions compétentes en matière de viol. Seul le Tribunal de Grande Instance de l'Ituri (Tribunal Militaire de Garnison de l'Ituri) basé à Bunia a cette compétence, ce qui soulève des défis de transport des présumés auteurs et des survivantes depuis les territoires.

Malgré ces obstacles, la prise en charge juridique et judiciaire demeure capitale pour lutter contre l'impunité et rétablir les droits des survivant.e.s. Ces audiences ont également un rôle éducatif, en décourageant les potentiels auteurs de commettre des actes de violence basée sur le genre. Pour accompagner les survivant.e.s, la SOFEPADI met à leur disposition des experts juristes (avocats) qui les conseillent et les orientent à chaque étape de la procédure judiciaire, de l'instruction du dossier jusqu'au prononcé du jugement, en plaçant les besoins des survivant.e.s au cœur de leur action.



À l'aide de supports visuels tels que des boîtes à images et des affiches, les animateurs ont abordé des thèmes clés comme la définition de la VBG, les moyens de dénoncer les cas, l'importance de la prise en charge médicale rapide, et le circuit de référencement vers les services existants.

4. Sensibilisation communautaire et concertation avec les acteurs judiciaires

Dans les Zones de Santé de Fataki, Drodro et Linga, 11 948 personnes, ont été sensibilisées. Parmi ces bénéficiaires, on compte 2 720 femmes et 2 726 filles, ainsi que 636 hommes et 396 garçons issus des populations déplacées. 583 femmes et 753 filles, ainsi que 345 hommes et 216 garçons font partie des populations retournées. Enfin, 1 124 femmes et 1 038 filles, ainsi que 1 015 hommes et 396 garçons proviennent des communautés hôtes, dont 11 filles, 16 femmes, 3 garçons et 7 hommes vivant avec un handicap.

Pour mener ces séances de sensibilisation, 20 assistants psychosociaux ont été formés sur la prise en charge psychologique des survivant.e.s dans 9 aires de santé. Les animateurs se sont servis de boîtes à images et d'affiches avec des messages clés sur la VBG et l'exploitation et les abus sexuels (EAS). Les thèmes abordés incluaient la définition de la VBG et de l'EAS, les moyens de dénoncer l'EAS, l'importance de la prise en charge médicale dans les 72 heures, les conséquences de la VBG et de l'EAS, ainsi que le circuit de référencement vers les services disponibles.

Cette mobilisation a été rendue possible grâce à l'implication des leaders communautaires engagés dans la lutte contre la VBG, qui ont également joué un rôle essentiel dans le référencement des survivant.e.s vers les services de prise en charge.



À l'aide de supports visuels tels que des boîtes à images et des affiches, les animateurs ont abordé des thèmes clés comme la définition de la VBG, les moyens de dénoncer les cas, l'importance de la prise en charge médicale rapide, et le circuit de référencement vers les services existants.
@sofepadirc

Témoignages

BÉNÉFICIAIRES



Je m'appelle Mave Rachel et j'ai aujourd'hui 22 ans. Mon parcours a été long et difficile, mais la SOFEPADI m'a permis de m'en sortir et de reconstruire ma vie.

Je me suis mariée à l'âge de 16 ans, et j'ai rapidement eu 3 enfants. Seulement 6 mois après notre mariage, mon mari a commencé à me frapper régulièrement. Pendant des années, j'ai subi ces violences domestiques, sans savoir comment y échapper.

C'est à l'âge de 22 ans que j'ai croisé le chemin de la SOFEPADI. Les assistants psychosociaux m'ont ouvert les yeux : j'étais bel et bien une victime de violences conjugales. Malheureusement, mon mari a continué ses agissements. Un jour, il a pris tout ce qu'il y avait dans la maison et est parti avec une autre femme, me laissant seule avec mes 3 enfants, sans rien.

C'est à ce moment-là que j'ai commencé à fréquenter l'espace de la SOFEPADI, où j'ai pu bénéficier d'une écoute attentive et bienveillante. Grâce à leur soutien, j'ai décidé de reprendre les études, que j'avais dû abandonner à cause de mon mariage précoce. La SOFEPADI a même pris en charge mes frais de scolarité, me permettant d'être actuellement en 7ème année.





Parallèlement, la SOFEPADI m'a également réinsérée économiquement, en me donnant un fonds de démarrage de 120\$. Avec cet argent, j'ai pu monter une petite activité de vente de maïs ici sur le site de Rhoo et à Bunia. Cela me permet aujourd'hui de subvenir aux besoins de mes enfants et de payer leur scolarité

Je suis tellement reconnaissante envers la SOFEPADI, Solidarités International et l'Union européenne pour ce projet qui m'a véritablement redonné vie. Grâce à leur aide, j'ai pu me reconstruire et offrir un avenir meilleur à mes enfants. Je ne les remercierai jamais assez..

Merci!



PENINAH BORIVE

45ans, Mariée



Je m'appelle Peninah et j'ai vécu un parcours de vie particulièrement difficile. Je suis une femme déplacée de guerre, mariée à seulement 13 ans et mère d'une fille à cet âge-là. À 16 ans, mon mari m'a abandonnée.

Depuis 2017, je ne fais que me déplacer dans mon propre pays. Chassée de Ceceti où je vivais, je suis partie à Bunia et je me trouve actuellement à Drodro, dans le site de Rhoo. J'ai dû faire face à de nombreux problèmes : les conditions sanitaires déplorables, le manque de logement, la rareté de la nourriture, et même la mort de membres de ma famille.

Restée seule avec ma mère malade, ma fille et moi-même en situation de handicap, la situation n'a pas été facile à vivre. J'ai dû faire face à de véritables traumatismes.

C'est à travers les sensibilisations organisées par la SOFEPADI que l'on m'a recommandé de fréquenter l'espace sûr pour les femmes, afin d'y bénéficier d'un suivi thérapeutique. Grâce aux séances de thérapie de groupe avec d'autres femmes, j'ai pu être apaisée et soulagée.

La SOFEPADI m'a également aidée dans ma réinsertion socio-économique. Aujourd'hui, ma mère, ma fille et moi-même vivons dans de meilleures conditions, malgré le contexte sécuritaire toujours tendu. Cet accompagnement a véritablement soulagé nos souffrances.

Je remercie sincèrement la SOFEPADI, Solidarités International et l'Union européenne pour leur soutien. Grâce à vous, nous avons pu traverser cette période difficile et envisager un avenir plus serein.





74, Colonel Ebeya, Gombe, Kinshasa, RDC
40, la Frontière, Katindo, Goma, RDC
22, Mbene, Kalinda, Beni, Nord Kivu, RDC
8, Mputu, Bangoko, Bunia, Ituri, RDC

www.sofepadirdc.org



Financé par
l'Union européenne

